

Sous la direction de  
**Moustapha SOUMAHORO**

# Agriculture, pêche et développement local en Afrique subsaharienne



## **Pisciculture et développement local dans la Commune de Mbalmayo (Région du Centre-Cameroun)**

**VOUNDI Éric**

Doctorant

Département de géographie

Université de Yaoundé I

Email : eric.voundi@yahoo.fr

**MBEVO FENDOUNG Philippes**

Doctorant

Département de Géographie

Université de Yaoundé I

Email : phijippesmbevo@yahoo.fr

**TCHINDJANG Mesmin**

Enseignant-Chercheur

Maître de Conférences

Département de géographie

Faculté des Arts, Lettres, Sciences Humaines

Université de Yaoundé I

Email : mtchind@yahoo.fr

### **Résumé**

Le Cameroun, de par sa diversité hydrographique, dispose de grandes potentialités halieutiques. Paradoxalement, le pays importe abondamment les produits de la pêche. Toutefois, l'on assiste, ces dernières années, à l'essor de la pisciculture dans un contexte local de forte demande de poisson. Ce texte analyse le développement des activités piscicoles dans la Commune de Mbalmayo et leur impact dans le développement local. Les recherches exploitent la littérature existante sur le sujet, les rapports et statistiques officiels ainsi que des investigations de terrain auprès de la chaîne d'acteurs. Il ressort que la pisciculture est une activité ancienne à Mbalmayo. Elle se développe ces dernières années avec les incitations du gouvernement et les appuis techniques et financiers des partenaires au développement. L'activité est exercée à 66% par les jeunes de moins de 35 ans. Elle participe, en partie, à la résorption du problème de chômage. Les 5% de femmes impliquées dans l'activité contrôlent la chaîne commerciale. Le rapport déficitaire entre l'offre et la demande de poisson

piscicole induit la hausse des prix, 2800 à 3500 en moyenne, et des revenus des pisciculteurs. 37% des étangs recensés se trouvent dans le périmètre urbain. La municipalité et le MINEPIA y tirent des revenus financiers importants à travers diverses taxes. En dépit des améliorations enregistrées, la filière piscicole de Mbalmayo fait encore face à l'approvisionnement insuffisant en alevins, au faible niveau de formation de la plupart des acteurs ainsi qu'au désintérêt des autorités locales. Ces dernières devraient pourtant y trouver le moyen d'articuler les modalités d'un véritable développement local.

Mots clés : *acteurs, commune, développement local, Mbalmayo, pisciculture.*

### **Abstract**

Because of its hydrographic diversity, Cameroon has rich fishing potential. Paradoxically, the country imports abundant fish products. However, the last few years have seen the growth of fish farming in a local context of high demand for fish. This article analyzes the development of fish farming activities in Mbalmayo Council and their impact on local development. The research exploits existing literature on the subject, official reports and statistics as well as field investigations with the chain of actors. It turns out that fish farming is an ancient activity in Mbalmayo. It has been growing in recent years with government incentives and technical and financial support from development partners. 66% of the activity is carried out by young people under 35 years of age. It contributes, in part, to the elimination of the unemployment problem. The 5% of women involved in the activity control the commercial chain. The deficit ratio between the supply and demand of fish for fish induces the rise of prices, 2800 to 3500 on average, and incomes of fish farmers. 37% of the identified ponds are in the urban perimeter. The municipality and MINEPIA derive significant financial income through various taxes. In spite of the improvements recorded, the Mbalmayo fish industry still faces inadequate fry supply, the low level of training of most of the actors and the disinterest of the local authorities. The latter, however, should find a way to articulate the modalities of real local development.

Keywords: *actors, local development, Council, Mbalmayo, fish farming*

## INTRODUCTION

L'aquaculture et singulièrement la pisciculture ne cessent de se développer à travers le monde. L'essor de ces activités est si important que le rapport 2016 de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), sur la « Situation mondiale des pêches et de l'aquaculture », lui assigne le rôle de « contribuer à la sécurité alimentaire et à la nutrition de tous » (FAO, 2016). Les potentialités naturelles du Cameroun dans le domaine halieutique sont énormes. Au-delà de son ouverture sur l'océan atlantique, le Cameroun possède des bassins fluviaux, des lacs naturels et artificiels, des mares d'eau naturelle « Yaéré », pour la plupart, très poissonneux (Olivry, 1986). Paradoxalement, le pays importe abondamment les produits de la pêche (Minepia, 2013 ; INS, 2015). Il accuse un grand déficit de production de poissons (Minepat, 2009). Les besoins en poisson sont évalués à 400 000 tonnes/an pour une production nationale d'environ 230 000 tonnes (Mougang et Zanga, 2015). Depuis quelques années, l'on assiste à un développement spectaculaire de la pisciculture, tant dans les villes qu'en milieu rural, dans un contexte où la demande locale de poisson ne cesse d'augmenter. La production aquacole est passée de 5000 tonnes en 2008-2009 à 20 000 tonnes en 2010 (Minepia, 2014). Ce développement est impulsé simultanément par des initiatives privées et les politiques incitatives du gouvernement afin de réduire la forte dépendance du pays aux importations de produits de la pêche et lutter contre la pauvreté et le chômage (Belal et Baba, 2006). Seulement, il subsiste un manque de données fiables permettant de mesurer et de quantifier la contribution de cette activité au développement local. Cette étude se propose d'analyser le développement de la pisciculture dans la Commune de Mbalmayo et d'évaluer son apport dans le développement local. Elle s'inscrit dans une démarche fortement empirique et part du postulat que l'essor des activités piscicoles dans cette commune constitue l'un des moyens efficaces de réduction de la pauvreté et d'articulation de perspectives de développement local.

## CLARIFICATION CONCEPTUELLE

La pisciculture convoque l'ensemble des procédés et des techniques de production et d'élevage du poisson. Selon ces procédés techniques et son échelle, elle peut être artisanale ou intensive (industrielle). Elle peut impliquer à la fois, la fécondation artificielle des poissons, l'alevinage, les soins donnés aux poissons adultes, le repeuplement des eaux, etc. Ainsi, la pisciculture est une des branches de l'aquaculture. Elle se fait en eau douce comme en mer, dans des enceintes (bassins) ou dans des cages



flottantes. C'est une technique ancienne qui fut notamment très employée au Moyen Âge pour fournir du poisson aux religieux et à la population européenne pour le Vendredi saint. De nos jours, la pisciculture est envisagée à travers le globe comme l'un des moyens efficaces pour répondre à la demande sans cesse importante en poisson des consommateurs, une alternative à la surpêche et l'épuisement des ressources halieutiques.

L'aquaculture ou aquaculture est le terme employé pour désigner un ensemble de techniques aquatiques et des activités aquicoles pour la mise en valeur et l'exploitation des richesses naturelles d'origine animale ou végétale des eaux continentales douces ou des eaux marines. Selon la FAO (2016), l'aquaculture intègre la culture d'organismes aquatiques dont l'élevage implique une certaine forme d'intervention dans le processus d'élevage pour accroître la production, par exemple l'ensemencement, l'alimentation, la protection contre les prédateurs, etc. Dans la suite du texte, les concepts aquacultures et halieutiques sont employés comme synonyme même si le dernier convoque l'élevage d'organismes et de plantes aquatiques.

Le développement local, « mode ou mouvement social ? », s'interrogeait le sociologue Marc Jolivet (1985). Quoiqu'il en soit, l'expression « développement local » s'est progressivement imposée pour caractériser une grande diversité d'expériences et d'actions au nord comme au sud, en milieu rural et dans les quartiers urbains. Elle fait aujourd'hui l'objet de multiples discours. « Cette expression courante et redondante qui dans une première impression veut à la fois tout dire et ne rien dire, qui glisse des mains et s'écoule de l'esprit dès qu'on cherche à la saisir. Comment en préserver les richesses et les potentialités inouïes, tout en évitant l'usure propre à toutes les politiques et procédures ? » (Jolivet, 1985 :15). Dans le cadre de cette étude, le développement local ou développement à la base sera appréhendé comme un processus utilisant les initiatives locales (la pisciculture dans ce cas), au niveau des petites collectivités, comme catalyseur du développement économique.

## **SITE D'ÉTUDE**

La commune de Mbalmayo est le chef-lieu du département du Nyong et So'o, Région administrative du Centre Cameroun (cf. figure 1). Elle est située à environ 50 km au sud de Yaoundé (3°24'00"-3°35'45"N et 11°27'00"-11°40'30"E) et couvre une superficie de 592 km<sup>2</sup>.

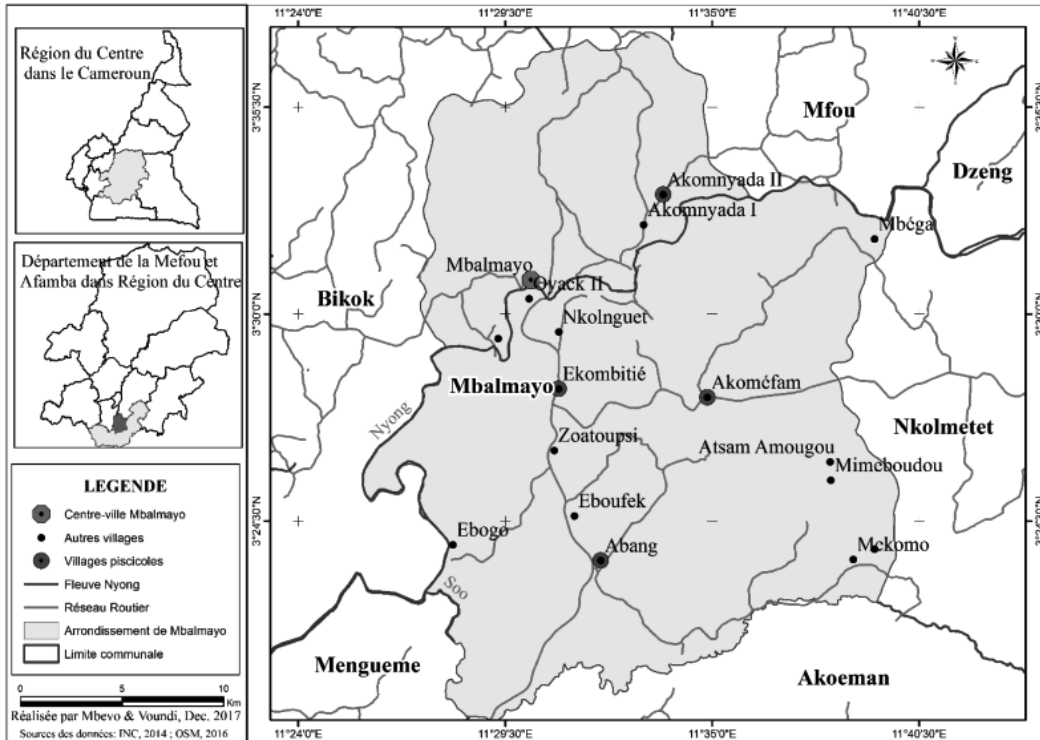


Figure 1 : localisation de la commune de Mbalmayo dans la Région du Centre Cameroun

Ville carrefour pour se rendre dans la région du sud Cameroun (Ebolowa et Sangmélima) ; c'est également la route pour rallier la frontière des pays voisins (Gabon et Guinée équatoriale). Elle abrite une population évaluée à 64 808 âmes en 2013 (FEICOM, 2013 : 153).

Au plan physique, la ville s'étale sur un bas plateau d'une altitude moyenne n'excédant pas 600 m. Elle est marquée par l'omniprésence du fleuve Nyong qui la divise en deux. C'est d'ailleurs ce dernier et le rocher « VIMLI » qu'il abrite au milieu de son lit qui sont à l'origine de l'implantation des colons allemands sur ce site vers 1910. La ville est créée plus tard, en 1926, sous protectorat français. Elle a pris le nom du chef traditionnel local (Mbala Meyo) qui y régnait à l'arrivée du colonisateur allemand.

Les activités économiques sont dominées par la petite agriculture vivrière familiale notamment dans les zones rurales de la commune. Néanmoins, l'on assiste, ces dernières années, à la pénétration du vivier marchand (palmier à huile) et à la résurgence de la cacao-culture. Les activités commerciales se concentrent en milieu urbain et dans les grands carrefours. L'industrie y est présente avec une forte implantation des entreprises de transformation des grumes de bois. Les attraits touristiques y sont également nombreux avec les sites d'Ebogo, d'Akok, le sanctuaire

de Nkol Ebindi et de nombreux rochers pittoresques. La présence du Nyong et de ses multiples affluents structure une filière pêche artisanale très importante dont la réputation est de notoriété sur le plan national. Toutefois, ces dernières années on assiste à un développement croissant de la pisciculture dans la commune.

## **MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE**

Les recherches exploitent la littérature existante sur le sujet, les rapports et statistiques officiels. Elles se sont particulièrement appesanties sur la documentation du MINEPIA (2011 ; 2013 ; 2014) et de l'INS (2015) pour analyser l'évolution, à l'échelle nationale et locale, de la production piscicole et cerner convenablement les impacts des politiques sectorielles dans ce domaine.

Les investigations de terrain dans la commune, conduites dans le cadre du projet « Appui au Zonage Agricole dans la Région Administrative du Centre Cameroun » (AZARECAM) en juillet 2017, privilégient la chaîne d'acteurs impliqués dans l'activité et mettent un accent particulier sur les revenus, l'étendue du marché et les avantages socio-économiques (individuels et collectifs) pour la Commune. Les entretiens ont été menés avec un ancien Maire de la commune de Mbalmayo dans les années 1980, un fonctionnaire en service à la délégation départementale du MINEPIA, le 3<sup>e</sup> Adjoint au Maire de la commune de Mbalmayo et le Chef du quartier Oyak. Ils ont permis de clarifier les aspects historiques et les facteurs actuels de l'essor des activités piscicoles.

Les données collectées lors des enquêtes socio-économiques ont été codifiées et saisies sous Excel 2013. Elles ont subi deux traitements : (i) un traitement statistique sous Excel avec la production des tableaux et graphiques ; et (ii) des traitements cartographiques sous environnement ArcGis 10.2.2 et Erdas Imagine 2014 ont permis de procéder à la spatialisation des activités piscicoles et d'évaluer leur dynamique.

## **RÉSULTATS**

### **Pisciculture à Mbalmayo : une activité relativement ancienne**

Le profil général du secteur aquacole au Cameroun établi en 2004 par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) indique que l'aquaculture, sous la forme de pisciculture, a été introduite au Cameroun en 1948 sous protectorat français (Bard, 1958, 1964 ; Kitmo 1984 ; FAO, 2004). Depuis cette période, le pays a souscrit à plusieurs projets bilatéraux et à des interventions multiformes dans le

domaine pour amener la population à adopter cette nouvelle forme de culture. Elle s'est faite de façon timide avec une production modeste, mais qui n'a cessé d'évoluer au fil du temps sous diverses contingences.

Dans la commune de Mbalmayo, c'est par l'action de l'Église catholique dans les années 1955 que la pisciculture fait les premiers pas. Mais cette nouvelle forme de production de protéines animales et de compléments alimentaires n'obtient pas aussitôt l'adhésion des populations locales. La présence du Nyong et de ses nombreux affluents très poissonneux y a certainement joué un rôle. Les populations y pratiquaient depuis toujours des activités de pêche artisanale/traditionnelle. Dès lors, l'on peut comprendre pourquoi les activités piscicoles y ont connu un développement en dents de scie (cf. figure 2).

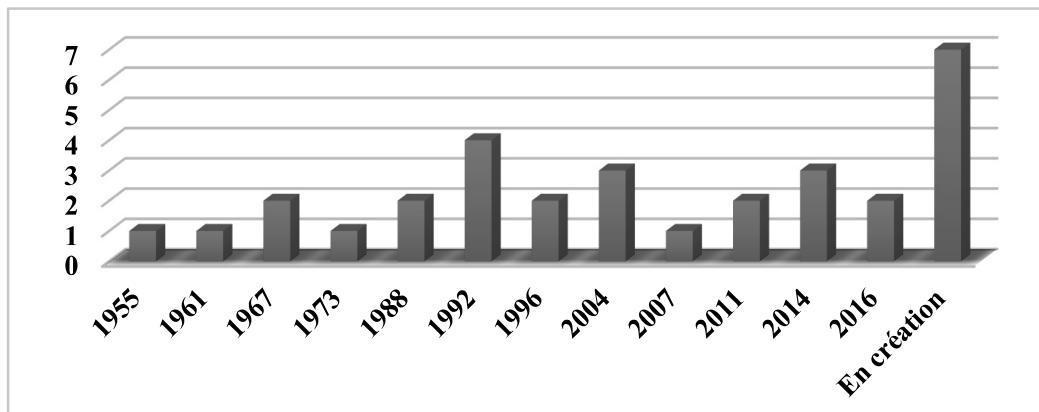


Figure 2 : Évolution de la création des étangs piscicoles dans la commune de Mbalmayo

Dans les années 1987-1996, voire jusqu'à l'entame des années 2000, la crise économique qui a frappé le Cameroun suivi de la mise en place des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) et de la dévaluation de la monnaie (Francs CFA) ont induit un mouvement de « retour à la terre » de nombreux agents de l'État, employés d'entreprises et de citoyens ordinaires, dans les localités du pays. À côté des activités agricoles (vivrier et vivrier marchand) qui se sont développées, une nouvelle vague de pisciculteurs a vu le jour dans la commune de Mbalmayo. Au-delà de la satisfaction des besoins alimentaires des familles, la production piscicole était prioritairement destinée à la vente dont les gains servaient de compléments de revenus au promoteur.

Les activités piscicoles s'intensifient dans la commune dans les années 2004-2005 lorsque, devant la baisse constante de la production nationale des pêches et l'importance croissante, mais contestée, de poissons congelés pour combler le déficit national, le gouvernement décide de faire du développement de l'aquaculture un secteur prioritaire. Entre autres

programmes mis en place, cette volonté politique en 2013 à la création du programme « agropoles » avec un important volet développement de centres pilotes de vulgarisation des activités aquacoles sur l'ensemble du territoire national. La commune de Mbalmayo abrite l'une de ces infrastructures, « l'agropole de production de poisson d'eau de Mbalmayo » qui a été inauguré en janvier 2018 par le ministre des Pêches et des Industries animales.

### Les acteurs du développement de la pisciculture dans la commune de mbalmayo

À l'introduction de la pisciculture dans la commune de Mbalmayo, seuls les paysans étaient ciblés et intéressés par cette activité. Ces pionniers ont ainsi bénéficié de l'accompagnement technique, matériel et financier de l'église dans les années 1960. Mais au fil du temps, avec les politiques incitatives du gouvernement et les appuis financiers des partenaires au développement (FAO, Banque Mondiale, l'Agence des États-Unis pour le développement international, l'Agence Française de Développement, etc.), des programmes de vulgarisation de l'activité ont vu le jour. Dès lors, toutes les couches sociales s'y sont intéressées et ont contribué à faire de la pisciculture aujourd'hui une activité importante de développement local. Aussi, de nombreux acteurs interviennent désormais dans le soutien des activités piscicoles dans la commune (cf. figure 3).

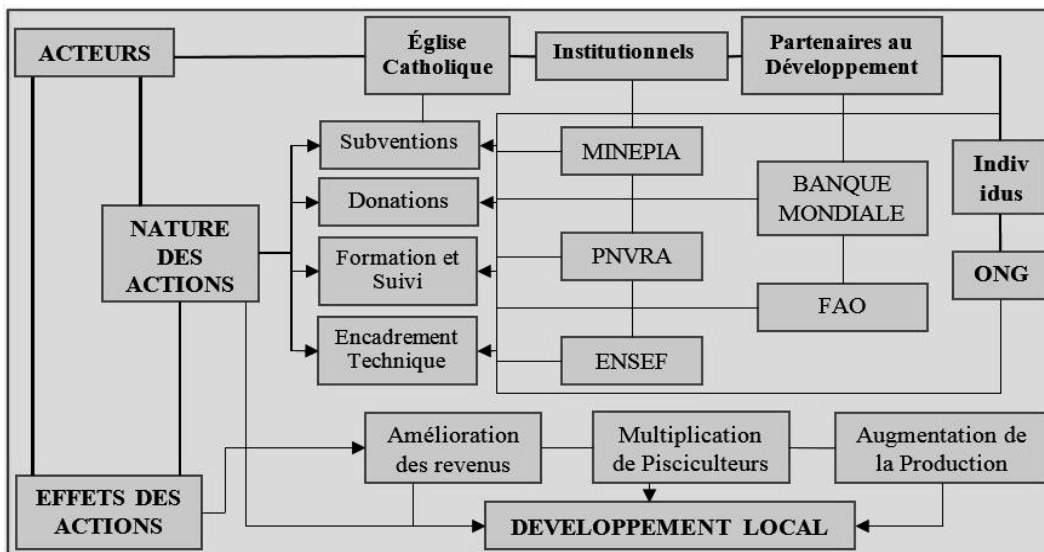


Figure 3 : Interactions des acteurs de développement de la pisciculture dans la commune de Mbalmayo

Le panorama des acteurs institutionnels et des partenaires au développement n'est pas exhaustif. Le PNVRA par exemple agrège les contributions de plusieurs ministères. Les actions des différents acteurs

concernent prioritairement les subventions, la formation, l'encadrement technique et le suivi. Il existe une certaine synergie d'intervention entre les acteurs institutionnels (MINEPIA) et les partenaires au développement (bailleurs de fonds) qui apportent généralement les fonds nécessaires aux subventions, donations et autres suivis techniques (notamment dans le cadre du PNVRA). Ces interventions sont multifformes. Les autres acteurs agissent très souvent sur un ou deux segments.

Plusieurs types d'organismes opèrent dans la commune de Mbalmayo principalement en milieu rural dans le domaine de l'encadrement et de la vulgarisation des activités piscicoles. Parmi eux, on note d'une part, des institutions gouvernementales qui travaillent sous l'égide de départements ministériels ; d'autre part, il y a les organismes confessionnels et les organisations non gouvernementales. En dépit d'une absence de synergie, l'agrégation de leurs actions facilite néanmoins l'essor des activités piscicoles. Le nombre de pisciculteurs (figure 4) et d'étangs ne cesse d'augmenter dans la commune. Les enquêtes de terrain ont permis de dénombrer 24 étangs en exploitation détenus par 19 pisciculteurs. De nombreux autres sont en création.

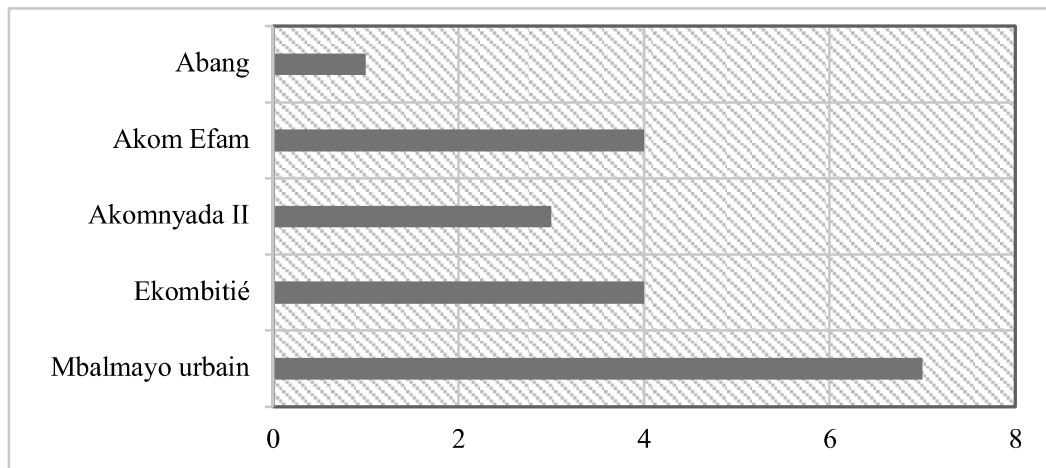


Figure 4 : Effectif de pisciculteurs recensés par villages dans la commune de Mbalmayo

Les pisciculteurs sont d'origines diverses. Mais deux grands groupes se dégagent selon l'opposition ville-campagne. En milieu rural (villages), les pisciculteurs sont essentiellement les populations locales ou originaires d'autres localités de la région du Centre à l'exception d'un cas au village Ekombitié (originaire de la Région du Nord). En milieu urbain, les pisciculteurs sont tous originaires de la Région de l'Ouest. Ces derniers ont été les premiers à bénéficier, dans les 2002-2003, des premiers financements et appuis apportés par le gouvernement, les partenaires au développement et les ONG pour le développement de l'activité.

Comme susindiquée, la pisciculture intéressait au départ les populations rurales de la commune. Ces dernières avaient le plus souvent un niveau d'éducation primaire, parfois secondaire. Si la profession reste encore majoritairement dominée par ces clichés, on note de plus en plus que certains pisciculteurs sont désormais bien formés dans les écoles spécialisées (cf. figure 5).

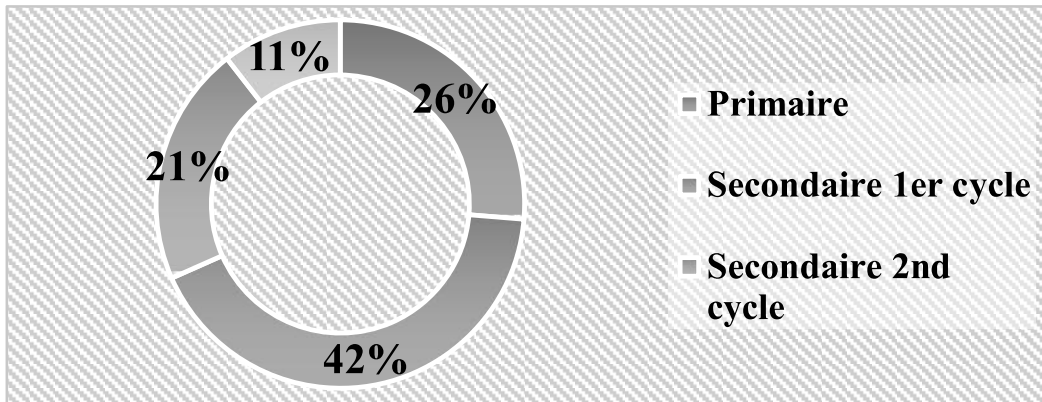


Figure 5 : Niveau scolaire des pisciculteurs dans la commune de Mbalmayo

La commune de Mbalmayo abrite l'École supérieure des Eaux et Forêts du Cameroun. La réforme des programmes de celle-ci a conduit à la mise en place des formations (techniciens supérieurs, ingénieurs...) dans le domaine de l'aquaculture/pisciculture et notamment de l'ichtyologie. Certains pisciculteurs de la commune bénéficient de formations accélérées dans cette école ou de l'appui technique des étudiants et enseignants. Une poignée de pisciculteurs (04) rencontrée sur le terrain a bénéficié d'une formation adéquate au Centre national de formation d'aquaculture de Fouban dans la Région administrative de l'Ouest. D'autres sont des fonctionnaires ou des instituteurs retraités. La figure 6 montre le profil des pisciculteurs rencontrés dans la commune.

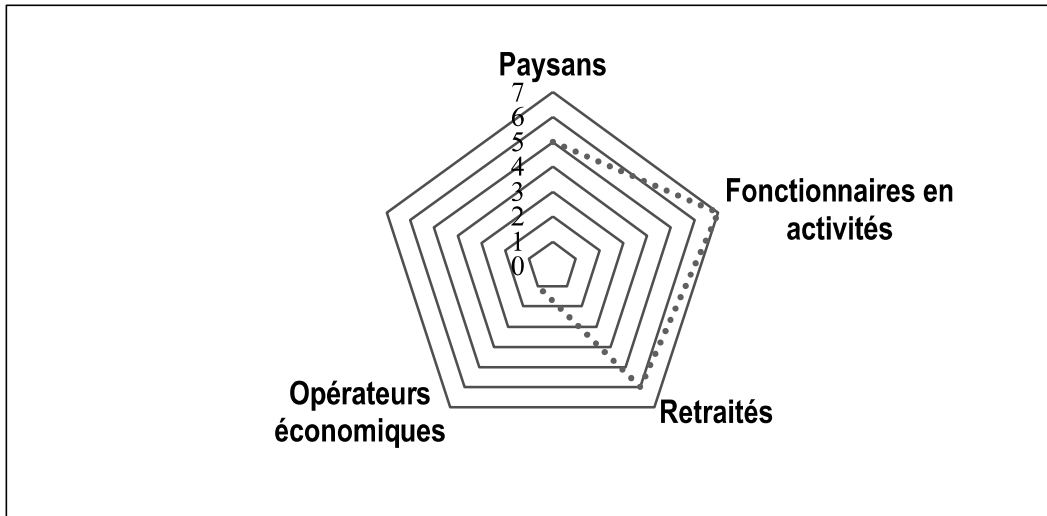


Figure 6 : profil social des pisciculteurs dans la commune de Mbalmayo

L'effectif des paysans est essentiellement constitué de jeunes gens sans emploi dont l'âge varie entre 23 et 35 ans (66 % de pisciculteurs rencontrés). Leur intérêt pour la pisciculture a été dicté par les opportunités offertes par cette activité et surtout les appuis divers dont ils ont bénéficié (de la part du gouvernement et des ONG) pour s'implanter. La pisciculture leur permet de disposer en milieu rural de protéines de poisson pour la famille et de vendre le surplus de production pour améliorer leurs revenus. Les fonctionnaires et retraités y trouvent un important complément de revenus financiers et le moyen de conserver un certain niveau de vie. Pour des opérateurs économiques qui entrent timidement dans le secteur, il y a là un « filon » à exploiter tant la demande en poisson ne cesse de croître et principalement celui venant des étangs piscicoles.

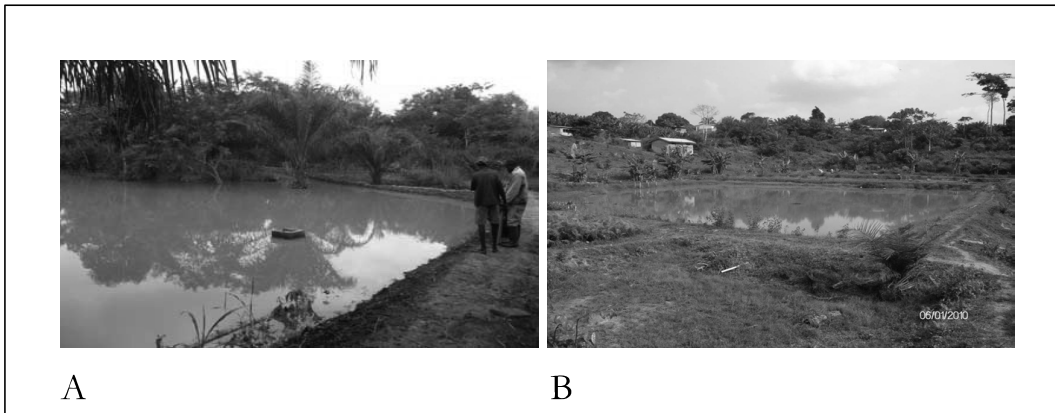
On y rencontre à peine 5 % de femmes. Ce faible pourcentage est dû principalement aux traditions coutumières en ce qui concerne la répartition familiale du travail et l'accès à l'héritage foncier. Aujourd'hui, la population de pisciculteurs est constituée de 19 personnes dans la commune de Mbalmayo (enquêtes de terrain). Elles sont de profils variés et pratiquent cette activité à temps partiel.

### **Caractérisation des activités piscicoles dans la commune de Mbalmayo**

Dans la commune de Mbalmayo, la pisciculture est essentiellement extensive (cf. photo 1). Elle se pratique dans les étangs implantés à l'intérieur des vallées et le long des linéaires des cours d'eaux - lits majeurs -. La multiplicité de petites vallées alluviales qui parsèment le territoire



communal offre un cadre propice à la construction des petits étangs piscicoles. Plusieurs techniques sont utilisées pour leur mise en place. À certains endroits, l'on assiste à la dérivation des cours de ruisseaux et/ou de rivières pour alimenter les bassins préalablement creusés à la lisière du chenal. À d'autres, les pisciculteurs construisent des barrages qui facilitent l'inondation des bassins (cf. photos 1 et 2).



Photos 1 et 2 : une vue panoramique de deux étangs piscicoles, à (A) Ekombitié et (B) au quartier Oyack, dans la commune de Mbalmayo

Les étangs sont généralement de forme rectangulaire et de dimensions réduites (en moyenne 15 m × 10m). Ils peuvent être de taille importante lorsque le propriétaire dispose de moyens financiers nécessaires pour solliciter l'expertise, les moyens techniques et le matériel adéquats pour la construction (utilisation de bulldozers). En milieu rural, ces étangs sont essentiellement construits par les paysans eux-mêmes dans le but de diversifier leurs activités agricoles. La superficie totale exploitée par la pisciculture est d'environ 5,7 ha.

L'on assiste à une évolution sur le plan des techniques d'élevage et des espèces élevées. Les déchets alimentaires, agricoles et d'élevage servent à l'alimentation des poissons. Pour ceux des pisciculteurs disposant de moyens financiers, des compléments alimentaires sont achetés dans les magasins spécialisés à Yaoundé et Douala ou après de producteurs privés. Le tableau 1 ci-après donne les variétés/espèces de poissons les plus élevés.

<b>Espèces</b>	<b>Nom FR FAO</b>
Cyprinus carpio	Carpe commune
Oreochromis niloticus	Tilapia du Nil
Clarias gariepinus et Heterobranchus	Poisson-chat nord-africain
Heterotis niloticus	Kanga

*Source : Direction des pêches du MINEPLA*

Tableau 1 : espèces de poissons élevées par les pisciculteurs de la commune de Mbalmayo

Dans certains cas, concernant les étangs de paysans en milieu rural, l'on assiste à un développement de la monoculture de tilapia en l'absence d'alevins, d'autres espèces de poissons ou de moyens financiers pour s'en procurer.

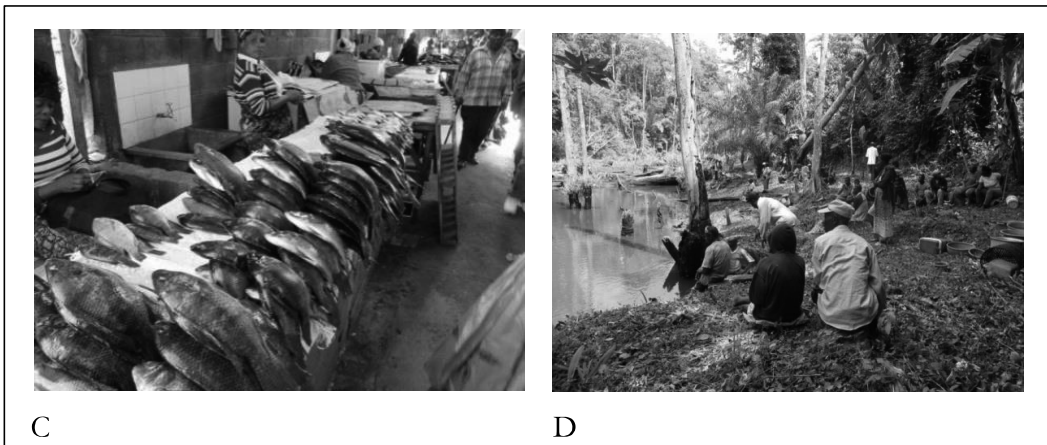
L'approvisionnement en alevins est assuré en grande partie par des écloséries privées. Certains pisciculteurs les achètent à la station aquacole étatique la plus proche située à Yaoundé. Cependant, une part non négligeable d'alevins est prélevée en milieu naturel, par le moyen de la pêche ainsi qu'une grande variété de poissons qui sont élevés - silures, et kanga, principalement.

### **Apport des activités piscicoles dans le développement local**

Les activités piscicoles ouvrent à une foultitude d'autres activités qui forment toutes des perspectives de revenus substantiels, d'emplois et d'émancipation socio-économique. Le développement de la pisciculture dans la commune de Mbalmayo n'est pas dénué d'avantages socio-économiques pour les pisciculteurs et de nombreuses autres personnes et activités qui en dépendent. Ces retombées socio-économiques peuvent être sériées en quatre niveaux :

#### *Amélioration des revenus des pisciculteurs et des familles*

Les poissons frais issus des étangs d'élevage sont de plus en plus prisés par les consommateurs notamment en milieu urbain. Il n'est donc pas surprenant que la récolte de poisson dans les étangs soit très souvent un moment d'attractivité de la population et de la clientèle venue parfois de loin. La vente se fait le plus souvent au bord des étangs par les pisciculteurs eux-mêmes ou les membres de leur famille (cf. photos 3 et 4).



Photos 3 et 4 : vente de produits piscicoles au marché de Mbalmayo (C) et au bord d'un étang au village Ekombitié (D)

Dans un contexte global où la demande de ce poisson d'élevage est fortement supérieure à l'offre, le prix du kilogramme est supérieur à la moyenne du marché (50 à 60% supérieur au Kilogramme acheté en poissonnerie). Il oscille entre 2800 et 3500 FCFA (5 à 6,4 \$ US) selon la variété de poisson et en fonction de la demande. Les pisciculteurs font ainsi d'importantes entrées financières qui leur permettent de vivre largement au-dessus du Camerounais moyen et éloigner le spectre de la pauvreté. Les témoignages recueillis auprès de certains pisciculteurs chiffrent les bénéfices à plusieurs millions de francs par an. L'absence de fiche de gestion des ventes ne permet pas de donner des estimations fiables.

De même, une part importante de la production piscicole en milieu rural est destinée à l'autoconsommation. Elle permet ainsi aux familles de varier et d'améliorer leur alimentation grâce à l'apport en protéines de poisson. Ces familles réalisent par la même occasion des économies de dépenses en termes d'achat de ces compléments/produits alimentaires en ville.

#### *Offre d'emplois pour les jeunes et adultes*

La pisciculture se révèle une activité à fort potentiel d'emploi et un exutoire pour les jeunes : chômeurs, peu qualifiés et ayant bénéficié d'une formation dans le domaine. Dans la commune de Mbalmayo, la quasi-totalité des acteurs de la filière s'y intéresse de plus en plus du fait de la rentabilité des activités. La demande en poisson ne cesse de croître avec la proximité de la capitale Yaoundé. De multiples activités connexes se développent et sont autant de niches d'emploi : alevinage, production alimentaire, séchage du poisson, production de la glace pour la conservation du poisson frais, commercialisation et fumage du poisson,

etc. Si la pisciculture est une activité pratiquée par les hommes (97% des acteurs rencontrés) dans la commune, les activités comme le fumage du poisson sont contrôlées par les femmes. Il est à relever la jeunesse des pisciculteurs ; 70% ont un âge inférieur ou égal à 40 ans. Les nombreux projets piscicoles en gestation et portés par les jeunes témoignent d'une activité en pleine croissance. Ils sont appelés à être l'un des principaux pôles d'emploi au sein de la commune.

#### *Développement de la filière restauration de luxe*

La filière pisciculture est indispensable pour le secteur de la restauration à Mbal mayo et dans les villes environnantes comme Yaoundé. Elle alimente de plus en plus une filière de restauration de luxe caractérisée par des prix onéreux que peuvent uniquement s'offrir certains privilégiés de la haute société. Les espèces telles que silurus (silures) et cyprinius carpio (carpe commune) sont prisées par cette clientèle exigeante. De nombreux revendeurs et restaurants se sont spécialisés dans ce segment d'activité. Les propriétaires nouent des partenariats exclusifs avec certains pisciculteurs pour l'achat de l'entièreté de leurs productions et afin de fidéliser leur clientèle.

#### *Recettes fiscales pour la commune*

En milieu urbain et périurbain de Mbal mayo, la récolte et la vente de poisson des étangs d'élevage sont assujetties à la validation de conformité à la consommation par un médecin vétérinaire. Cette intervention impose au pisciculteur de déboursier une somme de 10 000 FCFA (18 \$ US) qui va directement dans les caisses de l'État. En outre, la commercialisation du poisson récolté induit des prélèvements de taxes communales qui participent à l'alimentation du budget communal.

## **DISCUSSION**

En constante progression à l'échelle mondiale, la production aquacole offre non seulement une ressource alimentaire de plus en plus indispensable dans un contexte où la ressource marine est fragilisée, mais aussi des perspectives solides de développement local pour de nombreux territoires à l'exemple de la commune de Mbal mayo.

Le rapport 2016 de la FAO sur la « situation mondiale de la pêche et de l'aquaculture » paraît dans un contexte particulier, au lendemain de la conclusion de plusieurs accords internationaux : particulièrement, le programme de développement durable à l'horizon 2030 et les Objectifs de Développement Durable (ODD). Il indique que la production mondiale

de l'aquaculture continue de croître au même rythme que la population, et donc de la demande, et fournit aujourd'hui la moitié du poisson destiné à la consommation humaine. La pêche dans les bassins d'eau naturels (océans, mers, lacs et cours d'eau) ne parvient donc plus à satisfaire à elle seule, la demande actuelle en protéines animales « poisson » et appelée à exploser. Cette forte demande créée partout, y compris au Cameroun, une situation de surpêche et une pression accrue sur les ressources halieutiques. L'aquaculture et spécifiquement la pisciculture apparaissent ainsi, dans le contexte actuel et futur, comme des activités appelées à prendre de l'importance afin de pallier la demande en produits halieutiques.

La production aquacole mondiale est de l'ordre de 63 millions de tonnes (FAO, 2016). Elle connaît une croissance de 11% par an contre 2,8% pour l'agriculture. L'aquaculture est une véritable industrie de création d'emploi et une activité structurant le développement au niveau local. Elle représente pour beaucoup de pays et territoires une énorme source de devise. La production chinoise par exemple représente en valeur 46 000 millions \$US (FAO, op cit.).

Le Cameroun, et en particulier la commune de Mbalmayo, de par sa position et ses contingences géographiques, dispose d'énormes atouts naturels pour le développement de l'aquaculture. Mais, le pays importe paradoxalement et abondamment, les produits de la pêche. Le gouvernement dépenserait chaque année, en moyenne 100 milliards de francs CFA, pour combler le déficit de production. Pourtant dans la vision 2035, le développement de l'aquaculture est appelé à jouer un rôle catalyseur de développement notamment en milieu rural (Minepat-DSCE, 2009 : p.69). En 2012, le ministre de la Pêche et des Industries animales annonçait que les importations de poissons avaient baissé de 30 000, passant de 170 000 tonnes en 2011 à 140 000 tonnes. Elles se chiffrent à 118 609 tonnes en 2013 contre 104 237 tonnes en 2015. À l'origine de cette baisse, indiquait le ministre, la légère augmentation de la production locale.

Le document de stratégie du sous-secteur de l'élevage des pêches et des industries animales (MINEPIA, 2011) élaboré en 2002 et révisé en 2011, postule que sa mise en place aura privilégié la contribution et la participation de tous les acteurs des filières concernées dans l'optique de l'arrimer à la vision inscrite dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (MINEPAT, 2009). Les objectifs stratégiques qui y figurent visent « l'augmentation pastorale et halieutique en vue de satisfaire les besoins nutritionnels des populations [...] et l'accroissement

des revenus des producteurs et la maîtrise d'une gestion durable des ressources naturelles » (MINEPIA, 2011 : p. 12).

Devant la baisse constante des productions nationales des pêches de capture et l'importance croissante des quantités de poissons congelés pour combler le déficit, le gouvernement s'est résolu à relancer l'aquaculture pour satisfaire une demande sans cesse galopante avec la croissance démographique et réduire la sortie massive de devises. C'est ainsi que ce secteur est devenu depuis la moitié des années 2000, une priorité pour le gouvernement qui a élaboré un cadre stratégique pour le développement durable de l'aquaculture et finalisé la révision du cadre juridique de la pêche et de l'aquaculture au Cameroun.

De nombreuses initiatives et programmes d'incitation ont vu le jour. Des financements et appuis multiformes apportés aux acteurs notamment en milieu rural pour le développement des activités piscicoles. Le gouvernement a construit 22 centres d'alevinage dans plusieurs localités du pays qui sont des structures de vulgarisation.

Depuis lors, la contribution de la pisciculture à la production nationale de poisson ne cesse de croître. Elle a dépassé 20 000 tonnes en 2014 (INS, 2015). Dans la commune de Mbalmayo, le développement de ces activités aura été et est encore le fait de la conjugaison de plusieurs initiatives portées par de nombreux acteurs (gouvernement, Église catholique, ONG...). À terme, le MINEPIA ambitionne de produire environ 100 000 tonnes de poissons par an, grâce au développement de l'aquaculture. Celui-ci, à travers la direction des pêches et de l'aquaculture, est chargé entre autres : 1) de l'élaboration et de suivi de la mise en œuvre des projets d'aquaculture, 2) du développement durable des ressources aquacoles nationales, 3) de la promotion de l'aquaculture, 4) de la délivrance des autorisations d'exportation et d'importation des espèces aquacoles et 5) du suivi et de l'accompagnement des activités des organisations professionnelles et interprofessionnelles aquacoles.

Le gouvernement a mis en place le Programme National de Vulgarisation et de Recherche Agricole (PNVRA). Ce programme réunit tous les vulgarisateurs du MINEPIA et du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINDER) avec la collaboration de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRAD) pour assurer une meilleure coordination et programmation des enseignements à dispenser aux paysans. Reste cependant à quantifier de façon objective la contribution de tous ces programmes et initiatives dans le développement local. La mise en perspective de la contribution de la pisciculture dans le développement

d'une commune comme Mbalmayo bute sur le manque criard de statistiques tant en termes de production, du nombre d'acteurs, du poids économique que de contribution au PIB local...

Le Cameroun a amorcé, depuis 1996, le chemin vers un État unitaire décentralisé. Il se pose en filigrane la question des fondations économiques des collectivités territoriales décentralisées pour qu'elles parviennent à l'autonomie à leur conférer. Cette autonomisation économique et financière est pourtant un préalable pour articuler et soutenir convenablement leurs options de développement (Barrau, 2005). Pour le cas de la commune de Mbalmayo, comme pour d'autres à travers le pays, il se présente comme une indispensable nécessité d'effectuer une évaluation exhaustive des potentialités et des ressources sur le territoire communal qui soient à même de consolider les ambitions de développement socio-économique local. Le développement des activités piscicoles est parmi ces activités qui présentent un fort potentiel économique. Mais il faudra inévitablement surmonter les difficultés diverses et les obstacles qui entravent encore le secteur piscicole dans la commune de Mbalmayo ; aller vers cette indispensable « innovation » piscicole - qui interpelle toute la chaîne d'acteurs - pour satisfaire les besoins alimentaires des populations et induire une meilleure contribution de l'activité au développement économique local (APDRA, 2011 ; Efole Ewoukem, 2011).

La pisciculture et les pisciculteurs ne semblent pas encore suffisamment considérés à leur juste valeur de catalyseur du développement socio-économique au niveau local. Le caractère majoritairement artisanal des exploitations - étangs - témoigne d'une carence de moyens financiers et mêmes techniques pour aller vers des exploitations plus importantes et économiquement plus rentables. Les quelques appuis apportés par le gouvernement et les partenaires au développement ne suffisent pas jusqu'ici à placer la pisciculture au firmament des activités motrices du développement économique dans la commune de Mbalmayo. Le potentiel est pourtant énorme ; mais comment l'articuler avec d'autres exigences pour en faire un facteur de développement local ?

L'on pourrait en outre s'interroger sur l'absence totale de la municipalité de Mbalmayo dans le soutien au développement de la pisciculture. Il y a pourtant là, une importante niche d'emplois et une opportunité de multiplication des recettes fiscales. Dans la perspective de décentralisation susévoquée, le potentiel piscicole dans la commune de Mbalmayo constitue l'un des meilleurs supports d'articulation du développement local (Deberre, 2007 ; Rosemond, 2015).

Par-dessus la volonté politique avérée du gouvernement, Mikolasek et Oswald (2016) dans le cadre du projet « financement et sécurisation du financement de l'agriculture dans les pays en voie de développement », en Afrique de l'Ouest, posent la question de savoir si « le financement du secteur piscicole en Afrique de l'Ouest, est-il adapté aux enjeux qu'on prête à cette production ? » Dans le contexte camerounais et singulièrement à Mbalmayo, cette interrogation interpelle la pertinence et l'articulation des politiques - priorisant les subventions - qui postulent le développement local des activités piscicoles.

Hirigoyen et al. (1992) dans « caractéristiques de la pisciculture dans la zone forestière du centre Cameroun » renchérisent soulignant déjà dans les années 1990, le faible niveau de formation professionnelle des pisciculteurs. Ils relèvent que les principales contraintes auxquelles ces derniers font face sont le manque d'appui technique et d'alevins. Pour Lazard et Legendre (1994 : p. 83), il s'agit, au vu des potentialités au sud du Sahara, « d'une activité encore embryonnaire et qui cherche sa voie sur le plan du développement depuis environ un demi-siècle ». Sur la base de critères socio-économiques et non d'intensification de la production, ils distinguent quatre classes de piscicultures africaines : 1) la pisciculture d'autoconsommation, où les techniques mises en œuvre correspondent à un faible niveau de technicité. Elle est la plus ancienne et la plus largement répandue ; 2) la pisciculture artisanale de petite production marchande qui se développe essentiellement en zone périurbaine et offre le meilleur environnement pour l'approvisionnement en intrants et la commercialisation du poisson ; 3) la pisciculture de type « filière » caractérisée par la segmentation des différentes phases d'élevage, principalement en cages et en enclos et 4) la pisciculture industrielle, caractérisée par des unités de production de grande dimension et dont l'objectif est essentiellement économique.

Au demeurant, ce schéma correspond assez bien aux activités piscicoles dans la commune de Mbalmayo. Reste que les défis auxquels la filière fait face sont nombreux : faible dispositif de formation et d'encadrement technique des acteurs, manque de compétences organisationnelles des acteurs ; la rareté et les prix élevés des semences de qualité, une disponibilité limitée et faible utilisation de l'aliment pour les fermes aquacoles à orientation commerciale ; difficulté d'accès au crédit auprès des banques commerciales et des établissements de microfinance, faible niveau de recherche due à l'absence de synergie entre les différentes agences de promotion de l'aquaculture...



En 1980, l'Agence des États-Unis pour le développement international et son antenne du Cameroun initiait un projet précédé d'une étude sur la « Production de poisson pour le fermier moyen dans la République du Cameroun ». L'objectif principal était d'évaluer la situation des étangs piscicoles et d'évaluer la réceptivité de la population rurale pauvre afin d'augmenter la culture des étangs. Une évaluation parallèle était faite sur l'encadrement des étangs et les facteurs affectant leur rendement. Cela inclut une évaluation des pratiques de direction à la fois des étangs locaux et des stations de poissons de niveaux moyens, l'entraînement nécessaire pour les agents d'extension, et une évaluation de la capacité du projet pour couvrir les besoins en augmentation d'alevins des fermiers.

Au niveau institutionnel - gouvernement - et organisationnel, ces défis interpellent encore partiellement aujourd'hui et font intervenir divers acteurs, une floraison de politiques sectorielles qui mettent informellement en relation de nombreux départements ministériels. La longue liste de domaines en interconnexion avec le secteur piscicole implique ainsi, une meilleure articulation voire une cohérence des politiques et interventions sectorielles dans la perspective de leur efficacité et d'une synergie d'action. La réponse semblait avoir été apportée lorsqu'en 2005, le document de stratégie du secteur rural avait été finalisé. Il est le fruit de la collaboration et de la mise en cohérence des politiques sectorielles de quatre départements ministériels : le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER) ; le Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales (MINEPIA) le Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF) ; le Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature (MINEP), pour une meilleure efficacité des actions en milieu rural. Mais jusqu'ici, du moins dans la commune de Mbalmayo, on perçoit peu les effets et indicateurs d'impacts positifs de ce changement de paradigme gouvernemental en termes d'une meilleure impulsion du développement local.

## **CONCLUSION**

Cette étude analyse le développement de la pisciculture dans la Commune de Mbalmayo pour évaluer son apport dans le développement local. Il ressort que les activités de ce secteur sont en plein essor dans cette localité par le biais de nombreuses actions incitatives du gouvernement et des acteurs privés. La commune dispose de conditions biophysiques et des sites potentiels favorables au développement de la pisciculture. Elle bénéficie de la présence des institutions de recherche et de formation telle

que l'École nationale supérieure des eaux et forêts, et de la proximité de Yaoundé pour le développement des activités piscicoles. La filière offre de nombreuses retombées socio-économiques. Elle participe à l'amélioration des revenus des familles, offre des emplois à de nombreuses personnes, contribue au budget communal, alimente la filière restauration et préside à la survie de nombreuses activités connexes... Cependant, des problèmes subsistent et les défis qui interpellent la filière piscicole de Mbalmayo aujourd'hui concernent entre autres, la mise en cohérence/synergie des actions des acteurs, la nécessité de leur organisation, l'amélioration de la formation des pisciculteurs, la tenue des statistiques de production et de commercialisation et les modalités d'accès au crédit.

## BIBLIOGRAPHIE

APDRA, 2011. « L'innovation piscicole pour satisfaire les besoins alimentaires », *Pisciculture paysanne*, Rapport d'activité 2011, 23 p.

Bard J. « Le développement, l'évolution et l'avenir de la pisciculture au Cameroun », Knowledge and Management of aquatic Ecosystems, [En ligne] URL : <https://www.kmae-journal.org/articles/kmae/abs/1957/02/kmae195718502/kmae195718502.html>, mis en ligne le 02 octobre 2008, consulté 11 novembre 2017.

Bard J., 1964. « Où en est actuellement la pisciculture africaine ? », dans Bulletin français de pisciculture, Volume 30, N° 214, 30 septembre 1964, pp. 6-28.

Barrau E., 2005. *Développement local, renforcement des acteurs locaux et décentralisation, Conception et mise en œuvre d'une démarche de développement local en Mauritanie : la composante « Animation, Activités Communautaires – Projets de quartier »* du programme TWIZE. Mémoire de DESS Urbanisme et aménagement, Option « Expertise Internationale - Villes en Développement », Université Paris VIII, 115 p.

Belal E. et Baba M.O., (2006), « la cogestion des pêches au Cameroun : une analyse des politiques qui la sous-tendent », Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries animales, Direction des pêches et de l'aquaculture, avril 2006, 39 p.

Cameroun, 2005, document de stratégie de développement du secteur rural, 173 p.

Deberre J-C., « Décentralisation et développement local », dans *Afrique contemporaine* 2007/1 (n° 221), pp. 45-54. DOI 10.3917/afco.221.0045.

Efole Ewoukem T., 2011. *Optimisation biotechnique de la pisciculture en étang dans le cadre du développement durable des Exploitations Familiales Agricoles au Cameroun*, Thèse de Doctorat, Université européenne de Bretagne, Institut supérieur des sciences agronomiques, agroalimentaires, horticoles et du paysage, 164 p.

FAO, 2004. Appui à la révision du cadre juridique des pêches et de l'aquaculture au Cameroun, FAO/TCP/CMR/2907(A).

FAO, 2016. La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture : contribuer à la sécurité alimentaire et la nutrition de tous, Rome, 224 p.

Fermon Y., 2011. La pisciculture de subsistance en étangs en Afrique : Manuel technique, ACF – international Network, 274 p.

Hirigoyen J.P., Manjeli Y. et Mouncharou, 1992. « Caractérisation de la pisciculture dans la zone forestière du Centre Cameroun », dans TROPICULTURA, volume 15, n°4, pp.180-185

Institut National de la Statistique, 2015. Annuaire statistique du Cameroun, chapitre15, pêche et élevage, pp. 257-268.

Jolivet, 1985. « Le développement local, mode ou mouvement social ? », *Économie rurale*, n°166

Kitmo D., 1984. Contribution à l'étude de la pisciculture au Cameroun, thèse de Doctorat, Faculté de Médecine et de Pharmacie de DAKAR, 135 p.

L'Agence des États-Unis pour le développement international et USAID-Yaoundé, 1980. Production de poisson pour le fermier moyen dans la République du Cameroun, Rapport d'étude, 95 p.

Lazard ET Legendre, 1994. « La pisciculture africaine : enjeux et problèmes de recherche », dans *Cahiers d'études et de recherches francophones, Agricultures*, Volume 3, n°2, pp. 84-92

Mikolasek O. et Oswald M., 2016. « Le financement du secteur piscicole en Afrique de l'Ouest, est-il adapté aux enjeux qu'on prête à cette production ? » Financement et sécurisation du financement de l'agriculture dans les pays en voie de développement, 33 p.

Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, 2009. Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), vision 2010-2020, 174 p.

Ministère de l'Élevage de la Pêche et des industries animales, 2011, document de stratégie du sous-secteur de l'élevage, des pêches et des industries animales, 123 p.

Ministère de l'élevage de la pêche et des industries animales, 2013. Tableau 15 et 13 : rapport annuel et évolution des importations de poissons entre 2011 et 2013, 62 p.

Ministère de l'Élevage de la Pêche et des Industries animales, 2014. Rapport annuel de performance 2014, version française, 58 p.

Mougang et Zanga, 2015. Pisciculture au Cameroun, rapport de stage de formation sur le développement de la pisciculture, 29 p.

Olivry J.C, 1986. « Fleuves et rivières du Cameroun », Collection Monographies *hydrologiques* ORSTOM, n°9 Paris, 1986, 781 p.

Rosemond D., 2015. *Décentralisation et développement local : le cas de la gestion publique de l'eau potable en Haïti*, Mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, 178 p.

Tomedi Eyango, 2015. *État des lieux de la pisciculture au Cameroun*, Exposé, Institut des Sciences Halieutiques de Yabassi, Université de Douala, 14 p.



## **Agriculture, pêche et développement local en Afrique subsaharienne**

### **Sous la direction**

Moustapha Soumahoro  
Professeur agrégé de géographie  
Université Laurentienne  
Sudbury, Ontario, Canada

### **Comité de rédaction**

Raoul ÉTONGUÉ MAYER, Université Laurentienne ; Georges KPAZAI, Université Laurentienne ; Dre Fatoumata TRAORÉ, Ottawa, Canada ; Dre Hélène Boyossoro KOUADIO, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire ; Mr Thierry GNAO, Ingénieur, Consultant en infrastructures rurales, Québec, Canada ; Dr Serge Olivier KOTCHI, Santé publique, Canada.

### **Comité scientifique**

Aline-Joëlle LEMBE épouse BEKALE, Université Omar Bongo-Gabon ; Léonilde Chancia NYINGUEMA NDONG, Université Omar Bongo-Gabon ; ALLA Kouadio Augustin, Université Peleforo Gon Coulibaly-Côte d'Ivoire ; BALLAH Solkam Rosalie, Université de Sarh-Tchad ; BouyoKwin JIM NAREM, Université de N'Djaména-Tchad ; CODJO. H. Thierry, Université Marien NGOUABI-République du Congo ; DJAKO Arsène, Université Alassane OUATTARA-Côte d'Ivoire ; Hugues Morell MELIKI, Université de Yaoundé I-Cameroun ; Idriss M'bouka MILANDOU, Université Marien Ngouabi-République du Congo ; KOMBYLA Van. D, Université Marien NGOUABI-République du Congo ; KOUADIO Nanan Kouamé Félix, Université Peleforo Gon Coulibaly-Côte d'Ivoire ; KOUDOU Dogbo, Université Peleforo Gon Coulibaly-Côte d'Ivoire ; Léonard SITOU, Université Marien Ngouabi-République du Congo ; Mamadou NDIAYE, Université Gaston Berger-Sénégal ; MBEVO FENDOUNG Philippines, Université de Yaoundé I-Cameroun ; MIAME MOUELO G. A, Université Marien NGOUABI-République du Congo ; OGOUWALE. E, Université Marien NGOUABI-République du Congo ; SAMBA KIMBATA M. J., Université Marien NGOUABI-République du Congo ; SILUÉ Pébanagnan David, Université Peleforo Gon Coulibaly-Côte d'Ivoire ;

SILUÉ Tangologo, Université Alassane OUATTARA-Côte d'Ivoire ;  
SOUMAHORO Manlé Alice, Université Alassane OUATTARA-Côte  
d'Ivoire ; Tapsoba KISWENDSIDA, Université Ouaga 1-Burkina-Faso;  
TCHINDJANG Mesmin, Université de Yaoundé I-Cameroun ; Tob-Ro  
N'DILBÉ, Université Adam Barka-Tchad ; TUO Abou, Université  
Alassane OUATTARA-Côte d'Ivoire ; VOUNDI Éric, Université de  
Yaoundé I-Cameroun ; YAMÉOGO Lassane, Université de  
Ouagadougou 1-Burkina-Faso; ZRAN Gonkanou Marius, Université  
Félix Houphouët Boigny-Côte d'Ivoire.

## **STRUCTURES ÉDITORIALES DU GROUPE L'HARMATTAN**

**L'HARMATTAN ITALIE**  
Via degli Artisti, 15  
10124 Torino  
harmattan.italia@gmail.com

**L'HARMATTAN HONGRIE**  
Kossuth l. u. 14-16.  
1053 Budapest  
harmattan@harmattan.hu

---

**L'HARMATTAN SÉNÉGAL**  
10 VDN en face Mermoz  
BP 45034 Dakar-Fann  
senharmattan@gmail.com

**L'HARMATTAN CONGO**  
67, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
BP 2874 Brazzaville  
harmattan.congo@yahoo.fr

**L'HARMATTAN CAMEROUN**  
TSINGA/FECAFOOT  
BP 11486 Yaoundé  
inkoukam@gmail.com

**L'HARMATTAN MALI**  
ACI 2000 - Immeuble Mgr Jean Marie Cisse  
Bureau 10  
BP 145 Bamako-Mali  
mali@harmattan.fr

**L'HARMATTAN BURKINA FASO**  
Achille Somé – tengnule@hotmail.fr

**L'HARMATTAN TOGO**  
Djidjole – Lomé  
Maison Amela  
face EPP BATOME  
ddamela@aol.com

**L'HARMATTAN GUINÉE**  
Almamy, rue KA 028 OKB Agency  
BP 3470 Conakry  
harmattanguinee@yahoo.fr

**L'HARMATTAN RDC**  
185, avenue Nyangwe  
Commune de Lingwala – Kinshasa  
matangilamusadila@yahoo.fr

**L'HARMATTAN CÔTE D'IVOIRE**  
Résidence Karl – Cité des Arts  
Abidjan-Cocody  
03 BP 1588 Abidjan  
espace\_harmattan.ci@hotmail.fr

---

## **NOS LIBRAIRIES EN FRANCE**

**LIBRAIRIE INTERNATIONALE**  
16, rue des Écoles  
75005 Paris  
librairie.internationale@harmattan.fr  
01 40 46 79 11  
www.librairieharmattan.com

**LIBRAIRIE DES SAVOIRS**  
21, rue des Écoles  
75005 Paris  
librairie.sh@harmattan.fr  
01 46 34 13 71  
www.librairieharmattansh.com

**LIBRAIRIE LE LUCERNAIRE**  
53, rue Notre-Dame-des-Champs  
75006 Paris  
librairie@lucernaire.fr  
01 42 22 67 13





## Agriculture, pêche et développement local en Afrique subsaharienne

Le développement local est un processus dans lequel les acteurs locaux participent au façonnement de leur milieu avec un but : améliorer leur qualité de vie en tenant compte des dimensions socioéconomiques, culturelles, politiques et environnementales. La matérialisation de l'initiative de développement local repose sur la mobilisation des ressources locales à travers les activités comme l'agriculture ou la pêche. Même si, en Afrique subsaharienne, l'agriculture et la pêche répondent à la satisfaction des besoins alimentaires, la mobilisation des excédents agricoles et halieutiques destinés aux marchés permet de générer des ressources financières susceptibles d'être investies dans l'amélioration des conditions de vie des populations. Là réside toute la pertinence de l'agriculture et de la pêche dans un contexte de développement local.

Cet ouvrage a pour objectif de contribuer au débat sur les conditions favorables à l'élaboration d'une dynamique locale de développement en Afrique par la convocation des synergies susceptibles de porter les aspirations locales à leurs matérialisations concrètes. Par conséquent, l'agriculture et la pêche constituent non seulement les moteurs économiques et sociaux mais aussi des véhicules de transformations du territoire et du cadre de vie de nombreuses populations rurales et citadines en Afrique. Les performances de l'agriculture et de la pêche constituent des indicateurs de la vitalité des communautés et le socle de leur capacité à se doter d'un ensemble de moyens pour améliorer leur condition de vie à travers un processus d'autonomisation et de prise en charge d'initiatives individuelles ou collectives.

Un ouvrage pour comprendre les réalités en cours en Afrique subsaharienne.



*Professeur agrégé à l'Université Laurentienne à Sudbury en Ontario au Canada, **Moustapha Soumahoro** est originaire de Biankouma dans l'ouest de la Côte d'Ivoire. Il a fait des études universitaires en géographie à l'Université de Cocody à Abidjan en Côte d'Ivoire et à l'Université Laval à Québec au Canada où il a obtenu son Ph.D. Il est auteur de nombreux articles sur le développement et de plusieurs ouvrages sur le développement local. Il s'intéresse aux questions de développement et de sous-développement, en particulier dans le pays Toura (ouest de la Côte d'Ivoire), à la décentralisation, à l'émiettement territorial et aux espaces urbains des villes d'Afrique.*

*Contributeurs : Idriss M'bouka MILANDOU, Léonard SITOU, Lassane YAMEOGO, Tapsoba KISWENDSIDA, Mamadou NDIAYE, Guy A. MIAME MOUELO, CODJO. H. Thierry, KOMBYLA Van. D, OGOUWALE. E, SAMBA KIMBATA M. J, Hugues Morell MELIKI, BouyoKwin JIM NAREM, Tob-Ro N'DILBÉ, Ballah Solkam Rosalie, TUO Abou, SILUÉ Tangologo, SOUMAHORO Manlé Alice, DJAKO Arsène, Aline-Joëlle LEMBE épouse BEKALE, Léonilde Chancia NYINGUEMA NDONG, KOUDOU Dogbo, SILUÉ Pébanagnanan David, KOUADIO Nanan Kouamé Félix, ALLA Kouadio Augustin, VOUNDI Éric, MBEVO FENDOUNG Philippines, TCHINDJANG Mesmin, ZRAN Gonkanou Marius*

Études africaines  
Série Géographie

En couverture : © Rod Waddington - Flickr

ISBN : 978-2-343-22495-4

32 €

